

20 mars 2004 : journée internationale contre l'occupation impérialiste de l'Irak

# Troops out ! Pour l'autodétermination de la population de l'Irak

La guerre d'occupation de l'Irak, placée sous le commandement du Pentagone et de l'administration Bush, concentre toutes les facettes de l'impérialisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

▶ On a assisté à la destruction massive d'un pays, de ses infrastructures et à de terribles blessures infligées à une population déjà mutilée par un régime dictatorial (Saddam Hussein), par un embargo meurtrier durant plus d'une décennie et par des guerres à répétition : 1980-1988, guerre Iran-Irak ; 1990-1991, première guerre du Golfe ; 2003-2004..., guerre américaine et occupation impériale de l'Irak.

▶ Est mise en place l'expropriation planifiée par de grandes multinationales et des gouvernements à leurs bottes des ressources en pétrole, en gaz et l'accaparement de la production et de la commercialisation des produits agricoles d'un pays, l'Irak, potentiellement le plus riche de cette région ; et, plus généralement, de la péninsule Arabique, ainsi que de l'Asie centrale (pétrole de la mer Caspienne).

▶ Sont placées sous un contrôle étroit – militaire, économique et politique – des régions stratégiques telles que symbolisées par l'Irak. A ce propos, le professeur au Collège de France Henry Laurens – dans son récent ouvrage *L'Orient arabe à l'heure américaine* (Armand Colin, 2004) – démontre, à partir de documents politiques, diplomatiques et militaires et de faits, comment se construit une omniprésence de l'impérialisme américain dans « l'Orient arabe ».

Cela aboutit à la récente proposition de l'administration Bush – faite le 26 février par le président devant l'American Enterprise Institute, l'organisme du grand patronat américain – de construire un « Grand Moyen-Orient », allant du Maghreb au Pakistan (du dictateur Musharraf, allié des Etats-Unis). Ce projet de « Grand Moyen-Orient » devrait être discuté par le G8 et par l'OTAN.

▶ Les dépenses militaires américaines explosent. Elles atteindront, d'octobre 2004 à octobre 2005, 401,7 milliards de dollars.

Une partie significative de ces milliards est allouée à quelques firmes : de Boeing à Raytheon en passant par Lockheed-Martin.

En comparaison, les « pays donateurs » (du Japon au Canada en passant par les Etats-Unis ou la Corée du Sud) se sont engagés, le 29 février, à verser 1 milliard de dollars pour financer « des projets de reconstruction en Irak » pour 2004. Mehdi al-Hafez, un ministre à la solde des Etats-Unis, avait demandé 4 milliards de dollars. L'essentiel de cet argent ira à des firmes occidentales. Voilà un des visages des guerres « démocratiques et humanitaires » (*Le Monde*, 2 mars 2004).

Paul Wolfowitz, ministre adjoint de la Défense, a justifié ainsi le budget militaire des Etats-Unis : « C'est un budget de guerre dont nous avons besoin pour mener un conflit global contre la terreur. » (*New York Times*, 26 février 2004) La guerre devient un instrument « normal » du redéploiement mondial de quelques grandes

puissances, placées sous le leadership des Etats-Unis, quelle que soit leur plus ou moins bonne humeur à leur égard.

Un budget de guerre implique des coupes drastiques dans les budgets sociaux américains : 43 millions d'Américains n'ont pas d'assurance maladie, 18 millions souffrent de la faim.

▶ La mainmise sur des pays exige plus d'une fois la création d'un gouvernement fantoche. En Irak, le Conseil intérimaire de gouvernement irakien doit servir les volontés d'un proconsul américain, Paul Bremer III, et de ses supérieurs : les businessmen pétroliers George W. Bush, président des Etats-Unis, et Dick Cheney, vice-président, qui reçoit toujours un salaire de la firme qui a contribué à détruire et est censée reconstruire... l'infrastructure pétrolière et routière de l'Irak, Halliburton et ses filiales comme Brown & Root.

▶ Utiliser l'ONU (Organisation des Nations unies) pour tenter de donner une légitimité aux restaurations coloniales est devenu une tactique courante. Depuis le 8 février 2004, à l'occasion de la 40<sup>e</sup> Conférence internationale sur la politique de sécurité, il est clair que la France et l'Allemagne « n'ont pas l'intention d'entraver le souhait de l'administration américaine de voir l'OTAN jouer un rôle accru en Irak » (*Le Monde*, 10 février 2004).

Depuis lors, le secrétaire général de l'ONU, avec l'appui des ministres français (Dominique Villepin) et allemand (Joschka Fischer), s'est engagé ▶

**Liberté et autodétermination pour l'Irak et la Palestine ! Troupes d'occupation dehors !**

**Manifestation nationale**

**Samedi 20 mars, 13 h 30, Waisenhausplatz, Berne**

à trouver une solution pour que le parapluie de l'ONU permette de stabiliser, peut-être, la présence de l'impérialisme. En échange, James Baker III, ancien secrétaire au Trésor sous Reagan, ami de la famille Bush, a rassuré les banques et industriels français et allemands: ils pourront récupérer une partie de leurs créances envers l'Irak (ils avaient armé Saddam Hussein) et recevront quelques champs pétroliers. Quant à «l'aide humanitaire», l'Helvétie la combinera avec la vente de machines-outils et de produits pharmaceutiques.

▶ Les conquêtes impérialistes au «Grand Moyen-Orient» vont de pair avec la diffusion du racisme contre les populations du monde arabe, au nom d'une prétendue lutte contre le «fondamentalisme islamique» et le «terrorisme» des «barbus».

En outre, les médias imposent une idée: «ces populations ne sont pas mûres pour la démocratie»; elles doivent «y accéder lentement» (rappelez-vous que les femmes en Europe n'ont pu voter, à l'exception de l'Allemagne d'après la Première Guerre mondiale, qu'en 1945. Et en Suisse où elles étaient particulièrement «pas mûres» qu'en 1971!!!).

Cette «démocratie» censée devenir universelle est imposée sous la surveillance des armées occidentales, de l'OTAN et du Conseil de sécurité de l'ONU. Autrement dit, un conseil formé de pays qui mènent des guerres «intéressées» et des actions contraires à la Déclaration universelle des droits de la personne humaine adoptée par l'ONU en 1948: la guerre du gouvernement russe en Tchétchénie; les mandarins «communistes» de Chine qui répriment toute tentative des salarié·e·s de créer leurs propres organisations syndicales alors que firmes américaines et européennes investissent des milliards en Chine.

Le soutien à la politique de l'Etat israélien (sioniste expansionniste) contre le peuple palestinien est une pièce maîtresse de la «transformation» de ce «Grand Moyen-Orient».

▶ La «libération de la femme» est devenue le porte-drapeau de l'occupation et du contrôle économique et politique de nombreux pays. Or, le *Denver Post*, dans une enquête de Miles Mofeit et Amy Herdy, écrit: «Presque un tiers des femmes membres des forces armées [américaines] ont porté plainte pour viol ou tentative de viol.» Le scandale est si fort que, le 6 février 2004, 37 membres du Congrès américain ont demandé une enquête approfondie sur les dénonciations faites par des femmes militaires violentées de retour aux Etats-Unis après leur service en Afghanistan, au Koweït et en Irak (voir le grand hebdomadaire *Internazionale*, 13-19 février 2004).

Ce seul constat permet de mettre à sa juste place «l'œuvre de libération des femmes» conduite par l'armée américaine, même si elle est mixte!

Selon Entifadh Qanbar, représentant le Congrès national irakien du banquier escroc Ahmad Chalabi: «L'islam est une source [de la législation] et il n'y aura aucune loi contre l'islam.» (*Le Monde*, 1er mars 2004) Voilà, en Irak, l'idéologie de la loi fondamentale qui s'imposera juqu'en 2005, au moins

▶ Toute opération colonialiste ou impérialiste s'accompagne d'un «bourrage de crâne», selon la formule qui s'est imposée à l'occasion de la Première Guerre mondiale.

Aujourd'hui son efficacité est renforcée par la télévision, les «images vraies de la télévision». Toutes et tous se rappellent du danger imminent des armes de destruction massive (ADM) censées être possédées par le régime dictatorial de Saddam Hussein en 2002 et début 2003.

Le 23 janvier 2004, David Kay, directeur de la Mission d'inspecteurs au service de l'administration Bush et membre de la CIA (Central Intelligence Agency), reconnaissait que, malgré le travail de 1400 soldats, experts, techniciens, il n'avait pu – de mai 2003 à janvier 2004 – trouver la plus petite preuve de l'existence d'armes de des-

truction massive en Irak. Kay, pour se dédouaner – et dans la foulée dédouaner la CIA et Bush –, rappela que l'administration Clinton (démocrate) ainsi que les gouvernements français, allemand, russe et anglais avaient utilisé l'argument des ADM pour justifier l'embargo contre le peuple irakien. Un embargo qui fit un demi-million de morts, majoritairement des enfants.

Pour clore la tragique farce de l'absence d'ADM, le secrétaire d'Etat (le ministre des Affaires étrangères de Bush), l'ex-général Colin Powell, déclare qu'«il ignore s'il aurait recommandé d'attaquer l'Irak si les services de renseignements lui avaient indiqué, il y a un an, que le régime de Saddam Hussein ne possédait pas de stocks d'armes de destruction massive, comme l'affirme David Kay» (le fin limier de Bush) (*Le Monde*, 4 février 2004). Par contre, Powell n'a aucun doute sur la nécessité d'organiser l'occupation de l'Irak.

▶ Face à toute guerre coloniale et impérialiste, deux résistances surgissent: l'une à l'intérieur des pays impérialistes (en l'occurrence aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne... et en Suisse); l'autre dans le pays occupé. Une véritable résistance est à l'œuvre en Irak. Tout sera fait par le pro-consul Bremer et ses généraux afin de susciter conflits ethnico-linguistiques, divisions, etc. Un journaliste aussi sérieux que Robert Fisk laisse clairement entendre qu'une «libanisation» (ou guerre civile manipulée par l'occupant) est à l'ordre du jour (*The Independent*, 3 mars 2004)

**Voilà une raison supplémentaire pour laquelle les troupes d'occupation doivent quitter l'Irak. Le droit à l'autodétermination du peuple irakien est la seule voie pour une démocratie politique et sociale. Une Constituante fondée sur le vote des Irakiennes et des Irakiens et la représentation de leurs divers organes populaires est la seule assurance de conforter la souveraineté de l'Irak, son unité, un avenir de justice sociale et politique. ■**

## Mouvement pour le socialisme (MPS)

Informez-moi des activités du MPS     Je suis intéressé·e à un déplacement collectif pour la manifestation

Nom: ..... Prénom: .....

Rue: .....

NPA, localité: ..... Adresse électronique: .....

Adresses du MPS: voir première page

3/2004

Contactez les sections du MPS: elles organisent des déplacements collectifs

## À L'ENCONTRE

revue politique mensuelle

redaction@alencontre.org

administration@alencontre.org

fax: 021 621 89 88

c. p. 120, 1000 Lausanne 20

**ABONNEZ-VOUS!**

**www.alencontre.org**

Site régulièrement mis à jour.

Articles sur l'Irak, les USA, la

Palestine, le Brésil, la Suisse...